

### SINGAPOUR

#### Déclaration de M. George Young-Boon Yeo Ministre du commerce et de l'industrie

##### Un cycle d'espoir

1. Nous nous réunissons ici cette semaine pour lancer, alors que nous entrons dans le nouveau millénaire, un nouveau cycle de négociations qui sera le premier depuis la fin de la guerre froide. Pour plus de 2 milliards d'êtres humains qui vivent dans les anciens pays à économie planifiée et dans le monde en développement, l'époque des idéologies est finie. Ils se tournent à présent vers le marché mondial pour améliorer leurs conditions de vie. Ce cycle devrait être pour eux un cycle d'espoir.

2. L'entrée de la Chine à l'OMC est une expression de cet espoir. Dans dix ou 20 ans, les négociations récemment conclues entre la Chine et les États-Unis sur l'accession de la Chine seront considérées comme un tournant historique pour ce pays, pour le Pacifique et pour le monde. Le monde est devenu moins imprévisible avec l'intégration de la Chine dans un système commercial mondial fondé sur des règles. La Chine deviendra une économie de première importance au cours du prochain siècle. Son entrée à l'OMC contribuera puissamment à assurer la stabilité et le développement au niveau mondial.

3. Malheureusement, la fin de la guerre froide signifie également qu'il n'y a plus de menace extérieure commune pour souder les économies de marché ouvertes. Les problèmes nationaux sont donc devenus plus importants. Les ONG sont maintenant un élément non négligeable dans la politique de nombreux pays. Sans une vision commune de l'avenir, la pression politique intérieure peut provoquer l'enlisement de nos négociations. Pour éviter cette situation, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon doivent exercer un leadership conjoint à l'échelle planétaire. Ensemble, ils représentent environ 70 pour cent de l'économie mondiale. Comme nombre d'entre vous, je crois et j'espère qu'à la fin, après des négociations ardues, il y aura accord entre les trois.

4. Toutefois, pour conclure un accord, il est de la première importance de tenir également compte des intérêts des pays en développement. Il ne faut pas les négliger ni, au dernier moment, exercer sur eux une pression pour qu'ils acceptent un accord qu'ils n'ont pas contribué à élaborer. Les pays en développement n'ont qu'une seule arme, qui est de bloquer le lancement d'un nouveau cycle. Mais c'est une bombe nucléaire qui, si elle est employée, leur causera aussi des dommages. Durant la guerre froide, certains de ces pays pouvaient se servir de l'Union soviétique dans les négociations. Les économies développées seraient mal avisées de les traiter mesquinement parce que la guerre froide est finie. En réalité, au plan monétaire, il ne leur en coûterait pas beaucoup de se montrer généreuses à l'égard des pays en développement.

5. Ouvrir le secteur de l'agriculture représentera un grand pas en avant pour de nombreux pays en développement. Pour d'autres, un meilleur accès aux marchés dans des secteurs à forte composante

de main-d'œuvre permettra à des centaines de millions d'individus de se sortir d'une abominable pauvreté.

6. Nous savons que, en ce qui concerne certains secteurs des économies développées, il existe de fortes pressions intérieures pour protéger des inefficiences. C'est un fait politique que nous ne pouvons feindre d'ignorer en invoquant la nature locale de la politique démocratique. C'est pourquoi il importe que ce nouveau cycle ait une assise suffisamment large pour que chaque pays puisse faire les concessions nécessaires au niveau intérieur. Chaque pays doit pouvoir engranger un soutien suffisant en faveur de la libéralisation des échanges. Il ne s'agit pas, toutefois, en préconisant un cadre de négociation global, de faire preuve de cynisme pour prolonger les négociations et retarder l'ouverture de secteurs politiquement sensibles.

7. Les propositions visant à analyser les rapports entre le commerce d'une part, et la bonne gestion des affaires publiques, la protection de l'environnement et les normes fondamentales du travail d'autre part, suscitent des sentiments mitigés dans les pays en développement. Chacun d'entre nous appelle de ses vœux la bonne gestion des affaires publiques, la protection de l'environnement et le respect des normes fondamentales du travail. Ce n'est pas que ceux qui vivent dans des régions éloignées soient plus préoccupés par ces problèmes que nous ne le sommes. Il importe de voir clairement les motivations qui sous-tendent les propositions. Lorsqu'elles ont un caractère protectionniste, il faut les reconnaître pour ce qu'elles sont. Lorsque les intentions sont bonnes, nous devrions, dans notre propre intérêt, écouter attentivement et adapter nos politiques.

8. Comme l'ont confirmé les expériences de nombreux pays, un commerce plus libre est notre meilleur espoir pour l'avenir. Lorsque les possibilités d'adopter un comportement de profiteur sont réduites et que des solutions de rechange sont offertes aux individus, il en résulte une meilleure gestion des affaires publiques, un meilleur environnement et une élévation des niveaux de vie.

9. Il ne faut pas que cet espoir se brise ici à Seattle. Nous avons le choix entre un commerce plus libre et un monde divisé en blocs économiques et politiques dont l'avenir s'annonce plus dangereux pour chacun. Prononçons-nous en faveur d'un avenir meilleur.

---